FR

Le Fonds européen agricole pour le développement rural

Exemples de projets fournissant des services environnementaux

European Network for Rural Development

Financé par la Commission européenne

European Network for Rural Development

Le réseau européen de développement rural

Le réseau européen de développement rural (REDR) est une plate-forme qui permet de mettre en relation les acteurs du développement rural au sein de l'Union européenne (UE). Il contribue à la mise en œuvre efficace des programmes de développement rural (PDR) des États membres, par l'enrichissement et la mise en commun des connaissances, ainsi qu'en facilitant les échanges d'informations et la coopération à travers l'Europe rurale.

Chaque État membre a établi un réseau rural national (RRN) qui regroupe les organisations et les administrations participant au développement rural.

Au niveau de l'Union européenne, le REDR assure la mise en réseau des RRN, des administrations nationales et des organisations européennes. *http://enrd.ec.europa.eu/en/en-rd-presentation.cfm*

Si vous souhaitez en savoir plus, veuillez consulter le *site internet du REDR* (http://enrd.ec.europa.eu).

Le Fonds européen agricole pour le développement rural

La présente brochure, qui donne des exemples de projets FEADER, fait partie d'une série de publications du REDR qui contribuent à encourager l'échange d'informations. Chaque édition de la brochure présente différents types de projets qui ont bénéficié d'un cofinancement du Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) dans le cadre de programmes de développement rural.

La présente édition de la brochure met en lumière des exemples de projets qui ont contribué à la fourniture d'une série de services environnementaux dans les campagnes européennes.

D'autres éditions de la brochure consacrée aux exemples de projets FEADER peuvent être téléchargées à partir de la *section «Bibliothèque» du site internet du REDR*[1], tandis que la *base de données des projets PDR*[2] comporte de nombreux exemples supplémentaires du soutien apporté par le FEADER à des initiatives de développement rural.

Rédacteur en chef: Rob Peters, chef d'unité, direction générale de l'agriculture et du développement rural de la Commission européenne.
Manuscrit achevé en novembre 2012. La version originale est le texte anglais.

© Union européenne, 2012
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.
Le contenu de la présente publication ne reflète pas nécessairement l'opinion officielle des institutions de l'Union européenne.
Le texte de la publication est fourni à titre d'information uniquement et n'a pas de valeur juridique.

Imprimé en Belgique

Il est également possible de commander une copie papier gratuite à partir du site internet EU Bookshop: http://bookshop.europa.eu/fr/home/.

Remerciements

Équipe de rédaction du point de contact du REDR: Tim Hudson, Fabio Cossu, Angelo Strano et Derek McGlynn.
Photo de couverture: © Jan Borecký

1 http://enrd.ec.europa.eu/publications-and-media/eafrd-project-brochures/fr/eafrd_examples_of_projects_brochure_fr.cfm
2 http://enrd.ec.europa.eu/policy-in-action/rdp_view/fr/view_projects_fr.cfm

Table des matières

Exemples de soutien de projets FEADER en faveur de services environnementaux

Introduction: Les services environnementaux et le FEADER 3

Services de conservation de la nature: SLOVÉNIE 4

Renforcement de la résistance aux inondations: ALLEMAGNE 6

Services de gestion durable des sols: RÉPUBLIQUE TCHÈQUE 8

Restauration des paysages locaux: SUÈDE 10

Élaboration d'un bouquet de mesures: ITALIE 12

Amélioration de la qualité de l'air: DANEMARK 14

Rationalisation de l'action pour le climat: FRANCE 16

Qualité de l'eau: LETTONIE 18

Préservation du patrimoine culturel: GRÈCE 20

Résistance aux incendies de forêt: SLOVAQUIE 22

Avantages collectifs pour la biodiversité: PAYS-BAS 24

Solutions sur mesure: AUTRICHE 26

Utilisation judicieuse de l'eau: IRLANDE 28

© Stefano Pasquini

Les services environnementaux et le FEADER

L'environnement européen fournit aux citoyens de l'Union des services vitaux tels que de l'air pour respirer, de l'eau pour boire et des sols pour produire des aliments. Les zones rurales des États membres recèlent une grande partie de nos ressources environnementales et le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) est conçu pour encourager des approches durables de l'utilisation de cette base essentielle de ressources naturelles.

Toute une série de services environnementaux différents peut bénéficier du soutien financier du FEADER disponible pour les programmes de développement rural (PDR) des États membres.

Parmi les projets FEADER qui facilitent ces services environnementaux, on peut citer ceux qui sont destinés à soutenir la conservation de la biodiversité, des habitats de la faune sauvage et des paysages. L'eau est une autre ressource environnementale importante que les projets FEADER contribuent à protéger, pour ce qui est tant de sa qualité que de sa disponibilité.

Le changement climatique continue de détériorer l'état des eaux, de la faune sauvage et des paysages de l'Union, de sorte que de nombreux PDR des États membres accordent la priorité aux projets relatifs à la régulation du climat. Cette action peut avoir des effets positifs sur d'autres services environnementaux, comme la qualité de l'air, la fonctionnalité des sols et la résistance aux inondations et aux incendies de forêt.

Tous ces types de services environnementaux restent indispensables pour les perspectives à long terme de croissance durable dans l'Union européenne et il existe de nombreux exemples de projets FEADER bénéfiques qui contribuent à maintenir la disponibilité des services environnementaux de l'Union.

La présente brochure d'exemples de projets FEADER met en lumière une petite sélection des différentes approches que les États membres adoptent pour utiliser le FEADER comme outil essentiel pour assurer une offre constante de services environnementaux. Elle complète les communications du REDR à propos du rôle du FEADER dans le soutien des services environnementaux, et une collection intéressante de matériel y afférent peut être consultée sur le site internet du REDR à l'adresse suivante:

http://enrd.ec.europa.eu/themes/environment/environmental-services/fr/environmental-services_fr.cfm

Services de conservation de la nature: un projet FEADER slovène soutient la coexistence entre les grands carnivores et le bétail

© 123rf

La biodiversité est l'un des services environnementaux soutenus par le FEADER les plus connus. Ces projets de conservation de la nature sont cofinancés par plusieurs mesures PDR différentes, dont des mesures finançant des actions agroenvironnementales.

La biodiversité de l'Europe est en déclin et une nouvelle stratégie a été lancée par la Commission européenne en 2012 pour tenter de relever les défis posés par la diminution de la biodiversité, qu'il convient d'enrayer. Les députés européens ont noté, au sujet de la nouvelle *stratégie de l'UE en matière de biodiversité à l'horizon 2020*[3], à quel point «[l]es services que la nature nous fournit, comme l'eau propre, l'air pur, un sol fertile, de la nourriture, sont […] cruciaux pour le bien-être de l'humanité».

Une résolution adoptée par le Parlement européen à l'appui de la nouvelle stratégie en faveur de la biodiversité a attiré l'attention sur les avantages d'une meilleure intégration des préoccupations relatives à la conservation de la nature dans les politiques économiques et autres. Les députés ont considéré que la réforme de la politique agricole commune (PAC) faisait partie des mécanismes importants qui pourraient être appliqués pour aider les États membres à mieux équilibrer les besoins de protection de la diversité dans les mesures encourageant le développement socio-économique.

Les initiatives visant à améliorer la capacité de prestation de services environnementaux liés à la biodiversité ont caractérisé la réforme de la PAC tout au long de ces vingt dernières années. L'introduction de régimes de soutien agroenvironnemental a été une composante majeure de ce processus de réforme et représente une grande avancée en matière de conservation de la faune sauvage, qui dépend des habitats des terres agricoles.

Les régimes de soutien agroenvironnemental sont utilisés pour fournir toute une série de services environnementaux fondés sur la nature. Ce sont des outils efficaces pour améliorer l'harmonisation entre les objectifs de conservation de la nature de l'Union et les besoins de développement économique durable des zones rurales d'Europe.

On en trouve un exemple concret en Slovénie, où les paiements agroenvironnementaux incitent les agriculteurs des plateaux à employer des méthodes écologiquement acceptables pour protéger leur bétail contre les grands carnivores et les carnivores rares (qui sont protégés par la législation de l'Union européenne relative à la conservation de la nature).

L'Union européenne abrite cinq espèces de grands carnivores: le loup (*Canis lupus*), le lynx (*Lynx pardinus*), le lynx d'Espagne (*Lynx pardinus*), l'ours brun (*Ursus arctos*) et le carcajou *(Gulo gulo*), qui sont tous protégés par la directive «Habitats». Ces espèces ont besoin de grands espaces pour vivre, chasser et élever leurs petits. Leur territoire peut typiquement mesurer jusqu'à 100 km^2. Cette caractéristique, combinée au fait que ce sont des espèces prédatrices, a rendu leur conservation difficile et, parfois, controversée.

Conservation des carnivores

Jože Hobič est l'un des agriculteurs qui reçoivent une aide du régime agroenvironnemental slovène ciblant la conservation des grands carnivores. La famille Hobič élève des bovins, des ovins et des caprins dans son exploitation, située à la lisière Sud de la forêt de Kočevski Rog. M. Hobič décrit la réalité de l'agriculture dans cette

3 http://ec.europa.eu/environment/nature/biodiversity/comm2006/pdf/2020/1_EN_ACT_part1_v7%5b1%5d.pdf

région karstique, où les sols fins et les pentes raides limitent les possibilités de réaliser d'autres types d'agriculture: «dépendre de l'élevage peut parfois se révéler difficile pour les exploitations comme les nôtres dans cette partie de la Slovénie, car des loups, des ours et des lynx vivent également ici – et ils peuvent représenter une menace pour notre activité d'élevage. Les loups sont les plus grands prédateurs de nos moutons».

«Nous savons que ces carnivores ont été persécutés dans d'autres régions d'Europe et qu'ils sont maintenant des espèces menacées d'extinction, c'est pourquoi nous devons trouver des moyens d'empêcher leur disparition en Slovénie. Cependant, nous devons nous assurer qu'ils ne tuent pas nos bêtes et ne nuisent pas à notre gagne-pain. Les paiements agroenvironnementaux du programme de développement rural slovène nous ont aidés à réduire le nombre d'attaques en offrant une compensation pour les coûts que suppose la protection de nos animaux contre les attaques des grands carnivores. Les clôtures électriques et les chiens sont des outils utiles pour dissuader les attaques.»

«Une protection totale est impossible, mais ces mesures réduisent la possibilité d'attaques et sont d'une importance notable pour la rentabilité de notre exploitation. Ces paiements agroenvironnementaux ont contribué à stabiliser nos revenus. Ils incitent aussi les agriculteurs à utiliser d'autres manières de prévenir les attaques de carnivores, ce qui réduit le risque de persécution de ces animaux.»

Le soutien du FEADER dans cet exemple joue donc un rôle productif dans la fourniture de services environnementaux en protégeant la biodiversité menacée. Parallèlement, le FEADER a des conséquences positives sur la viabilité de l'économie rurale slovène.

© Luka Hobič

Il est possible de renforcer la capacité des régimes agroenvironnementaux à fournir des services environnementaux.

Évolutions futures

M. Hobič espère que ce soutien agroenvironnemental augmentera à l'avenir. Des *propositions législatives*[4] pour la prochaine période de programmation (2014-2020) sont en cours d'examen au niveau de l'Union européenne afin de trouver de nouvelles possibilités d'améliorer la manière dont les régimes agroenvironnementaux peuvent être utilisés pour assurer la conservation de la biodiversité et fournir d'autres services environnementaux.

Un groupe de réflexion spécial du REDR, composé d'experts, étudie les possibilités de renforcer le rôle du FEADER dans la fourniture de services environnementaux. Les résultats de cette étude servent de base à l'élaboration de réglementations d'exécution ou de lignes directrices communes au niveau de l'Union européenne.

Les sujets examinés par ce groupe de réflexion du REDR incluent la détermination de systèmes capables d'encourager des approches collectives de l'action agroenvironnementale et pouvant être rentables et couvrir de manière cohérente tous les habitats de la faune sauvage. L'élaboration de régimes agroenvironnementaux axés sur les résultats et liant les paiements aux exploitations à des améliorations convenues de la biodiversité ou à d'autres services environnementaux est une autre option examinée.

De plus amples informations sur les conclusions du groupe de réflexion sur la mise en œuvre des services environnementaux du REDR sont disponibles à l'adresse suivante: *http://enrd.ec.europa.eu/themes/environment/environmental-services/en/environmental-services_en.cfm*.

« Je dirais que ces paiements agroenvironnementaux ont contribué à stabiliser nos revenus et qu'ils incitent aussi à réduire le risque de persécution des carnivores. »

Jože Hobič

4 http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=COM:2011:0627:REV2:EN:HTML comm2006/pdf/2020/1_EN_ACT_part1_v7%5b1%5d.pdf

Renforcement de la résistance aux inondations: un projet FEADER soutient la construction de digues respectueuses de l'environnement en Allemagne

© Tim Hudson

Les inondations sont un phénomène environnemental qui continue de menacer tant les zones rurales que les zones urbaines. Différentes mesures de protection contre les inondations et de prévention de celles-ci peuvent être mises en œuvre dans les zones rurales en recourant à l'aide du FEADER.

Les réseaux hydrographiques qui parcourent nos campagnes apportent des avantages précieux pour les zones rurales mais peuvent aussi créer des problèmes liés aux inondations s'ils ne sont pas bien gérés. D'après un *rapport sur les risques*[5] publié par l'Agence européenne pour l'environnement en 2011, entre 1998 et 2009, les inondations et les tempêtes ont représenté les dangers les plus coûteux en Europe. En 2009, 213 inondations avaient été enregistrées, entraînant la mort de 1 126 personnes. Les pertes économiques globales enregistrées pour cette période s'élèvent en tout à quelque 52 milliards d'euros.

Les inondations peuvent donc représenter un énorme risque pour les biens de l'Union et nuisent aux ressources naturelles telles que la biodiversité, les habitats et les paysages ainsi qu'aux ressources commerciales, comme les terres agricoles, les sites commerciaux et les propriétés résidentielles. Dans le bassin du Rhin en Allemagne, par exemple, 10 millions de personnes vivent dans des régions présentant un risque d'inondations extrêmes; dans ces régions, les dégâts potentiels des inondations sont estimés à 165 milliards d'euros[6].

Les zones rurales peuvent faire office de zones tampons naturelles pour fournir des services de régulation des inondations et de résistance à celles-ci. Il est possible de réduire les risques liés aux inondations au moyen d'une combinaison de mesures structurelles visant à protéger les terres menacées et/ou de mesures de gestion destinées à augmenter la capacité naturelle des terres à retenir les eaux de crue (pour éviter qu'elles ne causent des dégâts). Ces dernières méthodes naturelles sont de plus en plus utilisées en raison de leurs incidences positives sur l'environnement.

Les nouvelles technologies améliorent aussi l'empreinte environnementale des digues traditionnelles. Un exemple de projet FEADER utilisant ces nouvelles technologies dans la vallée rhénane en Allemagne met en lumière la façon dont les fonds de développement rural de l'Union européenne peuvent être utilisés pour aborder la fourniture de services environnementaux liés aux inondations de manière respectueuse de l'environnement.

Protection contre les inondations

Klaus Weichhart travaille pour le *ministère de l'environnement, de l'alimentation, de l'agriculture, de la viticulture et de la sylviculture à Mainz*[7], qui supervise cette initiative de modernisation des digues. M. Weichhart explique les raisons pour lesquelles ce projet était nécessaire: «la construction de barrages sur le Rhin supérieur entre 1955 et 1977 a réduit les niveaux de protection contre les inondations des digues existantes, qui étaient initialement conçues pour retenir des inondations qui avaient lieu tous les 200 ans, alors que des inondations pourraient maintenant statistiquement se produire tous les 50 à 60 ans.»

«Étant donné l'extrême urgence et les importantes ressources nécessaires pour la protection contre les inondations sur le Rhin supérieur, nous avons inclus dans notre PDR une aide spécifique

5 Représentation de l'impact des catastrophes naturelles et des accidents technologiques en Europe. http://www.eea.europa.eu/highlights/natural-hazards-and-technological-accidents
6 http://ec.europa.eu/environment/water/flood_risk/impacts.htm
7 http://www.mufv.rlp.de/

pour les travaux liés aux inondations. Le soutien du FEADER a permis d'accélérer la mise en œuvre du programme de construction de protections contre les inondations, et cela concerne la réhabilitation des digues existantes, la construction de nouvelles digues ainsi que la mise en place d'installations de rétention des crues comme les polders. Nous l'utilisons aussi pour le déplacement de digues.»

«Nos efforts de protection contre les inondations sont déterminés en fonction du risque de dégâts. Ces mesures ne sont pas seulement conçues pour se protéger contre les inondations, elles visent aussi à améliorer l'écosystème. Lorsque des mesures d'amélioration des digues sont prévues, on tient désormais toujours compte de la possibilité de déplacer des digues afin de créer, par exemple, de nouvelles zones humides naturelles.»

«L'un de nos projets de protection contre les inondations financés par le PDR concernait le tronçon de digue entre Otterstadt et Waldsee. Il fait partie de la ligne de protection contre les inondations du Rhin supérieur et comprend les zones situées juste derrière ce tronçon de digue, y compris les terres adjacentes vulnérables en raison de leur situation topographique. Le cofinancement du PDR a couvert toutes les phases du projet de protection contre les inondations, y compris les travaux de planification des entreprises d'ingénierie, l'acquisition de terres (dans une petite mesure) et les travaux réalisés par une entreprise de construction.»

Avantages pour l'environnement

Une planification délicate et minutieuse a permis d'élaborer un projet mettant en équilibre les intérêts concurrents concernant l'utilisation des surfaces de soutien des digues (par exemple, agriculture, conservation et loisirs). M. Weichhart décrit comment, «pour obtenir les terres agricoles nécessaires, un processus de consolidation des terres a été mené et a contribué à améliorer l'acceptation du projet.»

Les travaux de modernisation portaient sur environ 4 km de digue du côté des terres et près de 2 km du côté de l'eau. Afin de protéger une zone de conservation de la nature, un élément d'étanchéité vertical a été inséré à une profondeur de 12 m. Cela évite que l'eau ne suinte dans la zone naturelle. En outre, une technique spéciale de «mélange à pied d'œuvre» (MIP), qui crée une digue dans l'ensemble moins épaisse, avec des incidences réduites sur l'environnement, a été utilisée. La méthode MIP, notamment, a permis d'éviter la déforestation d'une plus grande surface pour construire la nouvelle digue. Elle a aussi amélioré la protection contre la pression des eaux de crues, réduisant ainsi la nécessité d'un plus grand remblai à l'arrière de la digue.

La résistance aux inondations est l'un des services environnementaux fournis par les zones rurales et le cofinancement du FEADER peut être utilisé pour le renforcer.

Afin de protéger la végétation de la digue, des semences ont été prélevées le long d'un tronçon de la digue existante qui présentait une grande valeur naturelle. Ces semences ont ensuite été utilisées pour recoloniser la surface de la nouvelle digue après l'achèvement des travaux. En outre, le projet a aussi aidé à stabiliser les populations locales de chauves-souris en installant des nichoirs autour de la zone de construction. Durant les travaux, on a également fait en sorte de ne pas menacer une espèce de crevettes (*Triops cancriformis*) qui vit dans les habitats des zones humides du côté terrestre de la digue.

« Étant donné l'extrême urgence et les importantes ressources nécessaires pour la protection contre les inondations sur le Rhin supérieur, nous avons inclus dans notre PDR une aide spécifique pour les travaux liés aux inondations. »

Klaus Weichhart

© Struktur-und Genehmigung Direktion Süd Neustadt

Services de gestion durable des sols: les exploitations tchèques utilisent le soutien du FEADER pour obtenir une meilleure fonctionnalité des sols

© Tim Hudson

Les services environnementaux fournis par les sols sont divers et les possibilités de financement offertes dans le cadre des PDR continuent d'être utilisées par les agriculteurs des États membres pour prêter davantage d'attention encore à cette ressource non renouvelable.

Les sols européens sont un bien environnemental vital et précieux qui fournit des services essentiels, dont la purification de l'eau et la production d'aliments. Nos sols remplissent aussi d'importantes fonctions de stockage du carbone et jouent donc un rôle fondamental dans la régulation du climat en absorbant les gaz à effet de serre de l'atmosphère.

Par conséquent, maintenir la fonctionnalité de nos sols est une priorité majeure pour les États membres, et les PDR de nombreux pays comprennent des mesures de soutien qui encouragent les services de gestion des terres qui concernent la qualité des sols. Les mesures cofinancées par le FEADER dans ce domaine comprennent une production animale et végétale intégrée, la rotation et la diversification des cultures, l'application de compost, la culture minimale ou le semis direct, ainsi que la culture intermédiaire de cultures «dérobées» ou «de couverture». Ces dernières options assurent une protection contre l'érosion des sols durant les périodes pendant lesquelles les cultures principales ne sont pas semées, à savoir durant les mois d'hiver.

Ces techniques de gestion durable des sols peuvent générer des synergies en ce qui concerne la fertilité et la productivité des sols. Elles peuvent aussi améliorer la capacité de stockage d'eau des sols et avoir une incidence positive sur la biodiversité. L'amélioration de la productivité des sols et une réduction des besoins en produits agrochimiques coûteux peuvent rapporter des gains socio-économiques. En outre, des sols plus sains aident à inverser les processus de dégradation des terres et renforcent la capacité des processus écologiques à fonctionner efficacement.

Une combinaison d'aides au titre des mesures PDR de la République tchèque ciblant l'activité agroenvironnementale dans les «régions moins favorisées» donne un exemple utile de la façon dont le cofinancement du FEADER peut être cumulé pour encourager les services environnementaux liés à la fonctionnalité des sols. En l'occurrence, les fonds de développement rural de l'Union européenne sont utilisés pour verser des paiements aux agriculteurs qui cultivent des cultures dérobées dans des zones sensibles du point de vue environnemental.

Coopération en matière de conservation

Une coopérative agricole de la région de Moravie du Sud, en République tchèque, cultive une culture dérobée spéciale (la phacélie à feuilles de tanaisie) avec le soutien du PDR. Michal Stanislav, qui travaille pour la coopérative, est ravi des avantages pour la conservation des sols de cette forme d'agriculture respectueuse de l'environnement.

«Nous plantons quelque 60 hectares de cultures dérobées après avoir achevé la dernière de nos récoltes d'été en septembre. On laisse la paille qui reste des cultures d'été sur le sol et on sème la culture dérobée directement dans les champs dans cet état. La culture dérobée et la paille recouvrent le sol pendant les mois d'hiver et fanent progressivement à cause du gel, après quoi elles forment du paillis, qui constitue une bonne base pour semer les nouvelles cultures de printemps.»

«Le principal avantage que nous tirons de cette approche de l'agriculture est qu'elle contribue à prévenir l'érosion des sols, en particulier sur les parties en pente de nos terres agricoles. La culture dérobée couvre le sol entre les périodes de végétation et le protège ainsi, l'empêchant de s'ameublir et d'être emporté par le vent

ou par le ruissellement des eaux. Nous avons découvert en faisant des essais que la meilleure manière de contrôler l'érosion des sols consiste à combiner la culture dérobée à une culture minimale. Limiter le travail du sol en labourant moins et en semant directement dans les champs nous aide aussi, car cela signifie que nous avons plus de temps pour faire d'autres travaux dans l'exploitation.»

«Un autre avantage est l'amélioration de la santé de nos principales cultures commerciales, comme le maïs que nous plantons ici. C'est notamment dû au fait que les cultures dérobées permettent de faire une pause entre les cultures de maïs et empêchent ainsi la transmission de maladies. Elles peuvent aussi améliorer la qualité des matières organiques et maintenir les niveaux d'azote présents dans le sol, ce qui est bien sûr très important. En outre, nous trouvons que nous devons utiliser moins de pesticides étant donné que ce système empêche l'apparition excessive de mauvaises herbes avant le semis de la culture de printemps.»

© Jaroslav Pražan

La conservation des sols aide à maintenir l'offre à long terme d'aliments de qualité et à maintenir les écosystèmes en bonne santé.

Client satisfait

La coopérative de M. Stanislav reçoit des paiements agroenvironnementaux à hauteur de 104 euros par hectare pour l'aider à compenser les coûts de la culture de cette culture dérobée, et il est satisfait de la valeur de ce soutien du PDR. Il affirme que «nous nous sommes bien préparés avant de décider d'utiliser cette variété de culture dérobée. Elle coûte plus cher que certaines autres semences, mais, comme elle donne les résultats dont nous avons besoin, l'investissement en vaut la peine.»

«Cela signifie que la culture de cette culture dérobée ne nous rapporte aucun gain financier, mais que les avantages que sont la prévention de l'érosion des sols, le maintien des niveaux d'azote présents dans le sol et le besoin réduit de travail du sol la rendent rentable du point de vue de l'ensemble d'une exploitation.»

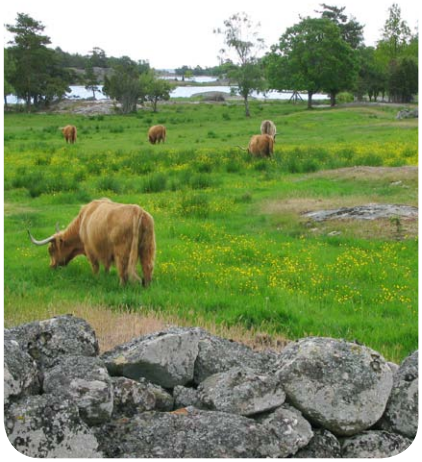
Non seulement les régimes de soutien des cultures dérobées cofinancés par le FEADER, comme cet exemple tchèque, aident les agriculteurs à obtenir des avantages environnementaux et économiques, mais il est également considéré que ces approches vont au-delà des normes BCAE[8] fondamentales concernant la protection des sols. En conséquence, il est possible que les exploitations qui fournissent ce type de services environnementaux basés sur les sols aient moins de mal à respecter les normes de conditionnalité correspondantes nécessaires pour recevoir des paiements directs au titre du premier pilier de la politique agricole commune.

« Nous avons découvert en faisant des essais que la meilleure manière de contrôler l'érosion des sols consiste à combiner la culture dérobée à une culture minimale. »

Michal Stanislav

8 Bonnes conditions agricoles et environnementales. Pour davantage de détails, voir : http://ec.europa.eu/agriculture/envir/cross-compliance/index_fr.htm

Restauration des paysages locaux: en Suède, le soutien du FEADER engendre de nombreux avantages pour les agriculteurs, la faune sauvage et les visiteurs des îles



© Anna-Karin Utbult Almkvist

Les formes traditionnelles de pacage extensif peuvent contribuer à conserver des paysages attrayants composés de mosaïques de prairies vertes et d'environnements boisés. Ces paysages permettent de conserver un patrimoine local précieux et représentent des atouts touristiques utiles.

Les paysages ruraux reflètent l'identité et la diversité des campagnes, et la politique de développement rural de l'Union européenne respecte la valeur des paysages européens. Ce faisant, cette politique complète les objectifs de la *convention européenne du paysage*[9]. Cette initiative du Conseil de l'Europe repose sur la prémisse que le paysage «participe de manière importante à l'intérêt général, sur les plans culturel, écologique, environnemental et social». La convention reconnaît aussi que le paysage constitue «une ressource favorable à l'activité économique, dont une protection, une gestion et un aménagement appropriés peuvent contribuer à la création d'emplois».

Les PDR des États membres comprennent diverses possibilités de financement qui peuvent être utilisées pour contribuer à restaurer, protéger et gérer les paysages. Ce soutien permet de fournir des services environnementaux bénéfiques pour les citoyens de l'Union européenne et est souvent apporté au moyen de mesures ciblant l'agriculture et la sylviculture, étant donné que ces deux types d'utilisation des sols influencent fortement le caractère du paysage.

L'aide du FEADER allouée dans le cadre du PDR suédois montre comment il est possible d'obtenir des services environnementaux liés aux paysages. Cette aide reconnaît la dimension environnementale des paysages en tant que caractéristique des habitats et des écosystèmes.

Paysages d'archipels

Les archipels suédois de la mer Baltique constituent un paysage unique composé de milliers d'îles. Ce paysage s'est dessiné au fil des siècles grâce à une combinaison de modifications des terres post-glaciaires (en cours) et de l'économie rurale traditionnelle, comme la petite agriculture et la petite pêche.

Anna-Karin Utbult Almkvist, de l'*Association nationale pour les archipels suédois*[10], explique que «les archipels présentent un intérêt national et international compte tenu de leurs valeurs naturelle et culturelle et du fait que ce sont aussi des zones de loisirs. De nombreuses personnes visitent les îles à la recherche d'environnements vierges ou de zones inhabitées. Les archipels sont empreints de beaucoup de nostalgie parce qu'ils contrastent avec le mode de vie sur le continent. Les îles et leurs paysages représentent une grande partie de notre patrimoine culturel, que nous devons conserver, mais aussi développer».

«Le paysage des archipels continue de dépendre de l'agriculture et, là où des exploitations sont abandonnées, on peut voir que cet environnement tant apprécié peut être rapidement envahi par la végétation. Nous voulons éviter cela, et le soutien du programme de développement rural est un outil essentiel pour nous aider à conserver notre paysage traditionnel. Les fonds de l'Union

9 http://www.coe.int/t/dg4/cultureheritage/heritage/Landscape/default_fr.asp
10 http://www.skargardarnasriksforbund.se/

européenne contribuent à soutenir la viabilité de l'agriculture de l'île et ils sont aussi disponibles pour des travaux de restauration de l'habitat dans des régions de grande valeur naturelle.»

On en trouve un bon exemple sur la petite île de Gräsö, où Inger Abrahamsson et Christer Westerberg, qui avaient démarré avec une exploitation de 30 hectares, possèdent maintenant 140 hectares de terres supplémentaires. Ils ont utilisé le soutien des programmes de financement du développement rural actuels et précédents pour développer leur élevage. Une partie de leur stratégie consiste à restaurer les prairies de pâturage traditionnelles pour avoir plus d'espace et de fourrage pour plus de bétail. Leurs efforts ont permis d'accroître leurs revenus et de restaurer des prairies côtières précédemment couvertes de pins et de sapins.

«Les prairies côtières où paissent des animaux, comme celles de Gräsö, sont importantes pour les oiseaux et les champs abritent aussi de nombreuses espèces de plantes», souligne Mme Utbult Almkvist. «Ces qualités environnementales peuvent être exploitées par les agriculteurs de l'archipel en tant qu'outil de marketing pour mieux promouvoir leurs produits comme étant de la viande de grande qualité, qui est vendue localement et issue d'une région de grande valeur naturelle. En outre, il est possible de tirer d'autres avantages commerciaux du financement du développement rural, qui aide à améliorer la compétitivité des exploitations grâce à la restauration des pâturages. La restauration créera aussi des emplois pour les entreprises locales qui fournissent des services tels que le creusement de fossés, l'abattage d'arbres et le transport.»

Valeur de démonstration

«L'exemple d'Inger Abrahamsson et de Christer Westerberg montre qu'il est possible de gagner sa vie en pratiquant l'agriculture sur l'île. Cette activité peut contribuer à réduire les problèmes liés à l'abandon des terres et même le dépeuplement. Nous avons aussi vu comment les fonds de développement rural peuvent être utilisés pour protéger le paysage d'îles qui ont déjà été inhabitées. Cette activité contribue à la valeur du paysage ainsi qu'à l'économie locale de l'archipel.»

© Anna-Karin Utbult Almkvist

Prendre soin de nos paysages culturels engendre des avantages socio-économiques et environnementaux à long terme pour les zones rurales.

«Les personnes vivant sur la petite île d'Harstena disposaient jadis d'une importante aire de pacage sur l'îlot de Sandgärdet. Mais l'agriculture active a cessé sur Harstena il y a environ 50 ans. La végétation a envahi les praires de Sandgärdet et la forêt de noisetiers a disparu. Aujourd'hui, c'est un bon exemple d'une approche collective de la conservation des terres agricoles. Le programme de développement rural a été utilisé en combinaison avec de l'argent du Fonds mondial pour la nature (WWF) et du conseil régional. Grâce à l'engagement de la population locale, qui a déployé un effort concerté entre 2009 et 2012, l'environnement de grande valeur naturelle de l'île d'antan a été restauré.»

«La restauration des habitats des prairies et des terres boisées sur l'île a nécessité une coopération entre les propriétaires des terres, un agriculteur et une association de la communauté locale. Ils sont maintenant sur le point d'atteindre leur but, à savoir la restauration de l'habitat de manière à ce que les prairies puissent être fauchées pour que du bétail puisse à nouveau y paître. C'est une bonne chose pour toutes les parties prenantes ainsi que pour la faune sauvage.»

Les bêtes peuvent désormais paître sur les prairies récemment restaurées de Harstena grâce au soutien des paiements agro-environnementaux, qui offrent des possibilités à long terme pour permettre de conserver le paysage de grande valeur de l'archipel. «Nous pensons que cette approche est très bénéfique parce qu'elle produit beaucoup de biens et services socio-économiques et environnementaux différents. Sans le soutien du programme de développement rural, la restauration et la gestion des paysages sur des îles telles que celles-ci ne seraient pas possibles», conclut Mme Utbult Almkvist.

« Ces qualités environnementales peuvent être exploitées par les agriculteurs de l'archipel en tant qu'outil de marketing. »

Anna-Karin Utbult Almkvist

Élaboration d'un bouquet de mesures: des agriculteurs italiens conçoivent leur propre paquet intégré de mesures agroenvironnementales et de formation

© Gianfranco Vagnoni

Historiquement, les approches conventionnelles de l'écologisation des activités agricoles ont fourni des services environnementaux au niveau des exploitations individuelles. Toutefois, on assiste désormais au développement de nouvelles approches à l'échelle régionale, qui intègrent la formation aux compétences grâce à des paiements agroenvironnementaux afin d'obtenir des résultats susceptibles d'être reproduits dans toute l'Europe rurale.

Il est possible de créer des synergies entre les services environnementaux en coordonnant le soutien du FEADER aux régimes agroenvironnementaux avec des formations dispensées dans le cadre du PDR en vue de montrer aux agriculteurs comment utiliser au mieux les paiements agroenvironnementaux. Les résultats seront encore meilleurs si cette approche intégrée est coordonnée au niveau d'une région.

L'accord agroenvironnemental territorial (AAET) de Valdaso, dans la région italienne des Marches, constitue une étude de cas intéressante sur la manière dont cette réflexion conjointe peut générer une série d'avantages socio-économiques et environnementaux à long terme. Quelque 100 agriculteurs participent à cet AAET et Francesco Vanni, un expert qui donne des conseils dans le cadre de cet accord, explique ses principales caractéristiques.

«L'initiative agroenvironnementale de Valdaso vise à réduire l'usage de produits agrochimiques tels que des pesticides toxiques. La région ciblée est une zone sensible sur le plan environnemental comprenant de nombreux vergers dans lesquels la lutte contre les nuisibles est une nécessité commerciale pour les producteurs de fruits. Cette initiative PDR encourage les agriculteurs à adopter des techniques alternatives et intégrées de lutte contre les nuisibles en appliquant des méthodes de «confusion sexuelle». D'autres formes d'agriculture durable, qui contribuent à protéger la qualité des sols et à contrôler l'utilisation d'engrais, sont aussi incluses dans l'AAET de Valdaso.»

«L'AAET a été un succès parce qu'il a été conçu sous la forme d'une initiative cohérente qui combinait des paiements agroenvironnementaux à un programme de renforcement des capacités destiné aux agriculteurs qui utiliseraient ces paiements. Le service régional de conseil aux agriculteurs procède au renforcement des capacités grâce à des visites dans les exploitations et à des séances de formation sous la forme d'ateliers.»

«Lors de la formation, les conseillers expliquent comment les méthodes de confusion sexuelle fonctionnent et qu'il importe que ce type d'approche soit appliqué au niveau territorial. Ils aident aussi les agriculteurs à mesurer les effets de leurs actions sur le plan de la réduction des résidus toxiques retrouvés dans leurs cultures. Cela les aide à commercialiser leurs fruits en tant que produits de qualité.»

Avantages intégrés

Gianfranco Vagnoni est l'un des agriculteurs qui participent à l'AAET. Il cultive des fruits sur un verger de 5,5 hectares, possède un vignoble et produit des céréales. «J'ai pris part au programme pilote initial pour l'AAET; je voulais y participer parce que j'ai compris qu'on pouvait obtenir de plus importants avantages si un plus grand nombre d'exploitations étaient associées».

«Les méthodes de confusion sexuelle donnent les meilleurs résultats lorsqu'elles sont appliquées collectivement à une échelle territoriale. Elles fonctionnent aussi un niveau d'une seule exploitation, mais, évidemment, si mes voisins utilisent la même approche de lutte contre les nuisibles que moi, cela signifie que mes cultures sont moins susceptibles d'être attaquées par des nuisibles provenant de terres proches des miennes.»

«Nous devions apprendre comment utiliser cette nouvelle technique et, par conséquent, l'inclusion de la formation dans l'AAET était très pragmatique et sensée. La formation nous a aussi aidés à introduire de nouvelles pratiques agricoles qui réduisent l'utilisation d'autres produits agrochimiques, et les conseillers ont expliqué les bienfaits de la culture du bon type de cultures de couverture pour améliorer encore l'environnement de l'exploitation.»

«Une autre raison importante pour laquelle l'AAET fonctionne bien pour nous est que tous les agriculteurs associés ont pu se rencontrer et partager leur expérience de l'utilisation de ce système de lutte contre les nuisibles et de la réduction de la quantité de produits chimiques appliquée. Plus nous nous rencontrons et nous parlons, plus nous menons d'actions collectives.»

Rappelant ce point, Francesco Vanni fait remarquer que, «souvent, les stratégies appropriées de gestion des terres dépendent non seulement des incitations économiques proposées à ceux qui gèrent ces terres, mais aussi d'autres facteurs, davantage liés aux motivations, aux attitudes et aux compétences des agriculteurs.»

«Réunir des agriculteurs pour qu'ils travaillent ensemble pour le bien de leur territoire partagé encourage un «cercle vertueux» positif qui peut conduire à d'autres formes de coopération favorable et de développement rural rentable. Par conséquent, grâce à cette approche territoriale et intégrée de l'utilisation du cofinancement du FEADER, il est possible de fournir non seulement des services environnementaux, mais aussi une combinaison de possibilités économiques et sociales, qu'il aurait été difficile d'obtenir avec une approche plus traditionnelle ciblée sur les pratiques de gestion des terres adoptées au niveau de l'exploitation.»

Un soutien à une formation complémentaire peut être conçu et intégré dans les programmes agroenvironnementaux territoriaux afin de rendre la mise en œuvre des PDR plus efficace.

Enseignements tirés

«Les enseignements tirés de l'AAET de Valdaso sont pertinents pour d'autres régions d'Italie et d'Europe. Ils concernent en particulier les avantages de l'engagement des parties prenantes locales tôt dans le processus de conception de ces stratégies agroenvironnementales collectives. Cette manière de procéder peut contribuer à diffuser les connaissances au niveau territorial et augmenter l'efficacité et la longévité des stratégies proposées.»

«En outre, comme l'a montré l'AAET de Valdaso, l'offre intégrée de mesures encourage avec succès l'engagement proactif des agriculteurs dans la fourniture de services environnementaux. Les gestionnaires de terres peuvent trouver cela plus attrayant que des dispositions contraignantes en matière d'écoconditionnalité[11] et les résultats sont tout aussi bons pour réorienter les systèmes d'agriculture intensive vers des méthodes plus écologiques.»

«De nombreuses parties prenantes se réjouiraient de la conception d'outils plus innovants pour mettre en œuvre les priorités de la politique agricole commune en matière d'écologisation. Les outils territoriaux intégrés tels que le modèle de l'AAET de Valdaso confirment que les systèmes décentralisés et ascendants fonctionnent bien et donnent des résultats.»

© Nuova Agricoltura

«Je constate que je me sens en meilleure santé physique maintenant que je ne suis plus en contact avec tant de produits chimiques, et cela a également été bénéfique pour mon entreprise, puisque nous avons pu économiser beaucoup d'argent.»

Gianfranco Vagnoni

11 http://ec.europa.eu/agriculture/envir/cross-compliance/index_fr.htm

Amélioration de la qualité de l'air: une porcherie danoise pionnière d'une nouvelle technologie de traitement de l'air

© Tim Hudson

L'agriculture est associée à des problèmes de qualité de l'air dans certaines régions de l'Europe rurale. Un soutien du FEADER est disponible pour aider les agriculteurs à investir dans une technologie qui réduit le risque de pollution de l'air.

L'air pur est essentiel pour notre santé ainsi que pour un environnement pleinement fonctionnel. La question de la qualité de l'air est une préoccupation importante pour de nombreux citoyens européens, et l'Union européenne est en train de *réviser*[12] sa politique relative à l'air afin de mettre à jour la stratégie thématique sur la pollution atmosphérique et le programme «Air pur pour l'Europe» (CAFE). La révision de cette politique, qui devrait être achevée en 2013, ciblera des mesures destinées à aider les régions rurales à contribuer aux objectifs de l'Union concernant la fourniture de services environnementaux liés à l'air.

Les données du *registre européen des rejets et des transferts de polluants*[13] (E-PRTR) peuvent servir de base à la mise à jour de la politique de l'Union européenne. Cet outil contrôle les émissions de différents secteurs industriels et permet d'analyser les tendances de la qualité de l'air pour déterminer les domaines dans lesquels des améliorations sont en cours ainsi que les domaines dans lesquels les travaux doivent être poursuivis pour protéger la qualité de l'air.

Les émissions de l'agriculture sont enregistrées dans l'E-PRTR. Dans certaines régions d'Europe, l'agriculture est associée à une perte de qualité de l'air. Les exploitations d'élevage en particulier peuvent être une source de polluants atmosphériques tels que des particules de poussière, des micro-organismes et des gaz, y compris de l'ammoniac et du dioxyde de carbone. Toutes ces substances peuvent nuire au bien-être des travailleurs agricoles, du bétail et des zones avoisinantes.

Les États membres apprécient les possibilités offertes par le FEADER pour aider les agriculteurs à surmonter les difficultés liées à la qualité de l'air. Au Danemark, par exemple, le cofinancement du FEADER a été utilisé pour financer la construction d'une porcherie de haute technologie à faibles émissions, qui s'est vu décerner un prix.

Innovation environnementale

Jørgen Berth est éleveur à Randers, dans la région du Jutland central au Danemark. Il élève des porcins et des bovins sur quelque 100 hectares de terres. Les dégâts causés par une tempête au bâtiment principal de sa porcherie l'ont conduit à réfléchir à un nouveau type de porcherie. Étant un ingénieur agricole passionné, il souhaitait concevoir une porcherie qui pourrait utiliser et combiner plusieurs technologies innovantes afin d'améliorer la compétitivité de son entreprise, et ce en réduisant les frais généraux liés à l'énergie et à l'utilisation d'autres ressources.

Il était aussi conscient de l'importance de montrer comment l'étable à faible incidence qu'il a conçue pouvait constituer un modèle de bonne pratique pour d'autres exploitations dans la commune de Randers, qui est désignée zone sensible du point de vue de l'environnement.

Pour la construction de sa nouvelle porcherie, M. Berth a bénéficié d'une assistance financière du PDR danois. Les travaux nécessitaient des investissements correspondants dans les procédures de gestion

12 http://ec.europa.eu/environment/air/review_air_policy.htm
13 http://prtr.ec.europa.eu/

du lisier (y compris un système de pointe d'acidification du lisier) et des approches innovantes du refroidissement, de la circulation et de la purification de l'air. Il a tout particulièrement veillé à ce que ces technologies maximalisent les améliorations du bien-être de ses animaux et de ses travailleurs.
M. Berth a utilisé le cofinancement du FEADER à bon escient, puisqu'il lui a permis de concevoir et d'installer un processus de production agricole durable. Ni le système de gestion du lisier ni le système de contrôle de l'air n'avaient été testés au préalable, mais son projet a par la suite remporté une belle récompense dans le cadre du prix pour la technologie environnementale décerné par le Conseil danois de l'agriculture et de l'alimentation. Les membres du jury ont été particulièrement impressionnés par la créativité dont M. Berth a fait preuve dans la conception de son projet et l'ont également félicité pour le risque qu'il a pris en inventant une telle approche innovante de la protection de l'environnement.

Lors de la cérémonie de remise des prix, M. Berth a déclaré qu'«étant en partie agriculteur et en partie ingénieur, j'ai utilisé mon expérience industrielle pour construire mon entreprise. Cette récompense pour mon étable à faible incidence prouve que l'innovation est appréciée par le secteur agricole.»

Contrôle de la qualité de l'air

Les avantages pour la qualité de l'air (réduction des odeurs et apport d'air pur) de ce projet FEADER peuvent dans une large mesure être reproduits ailleurs en Europe. Davantage de détails sur les différents systèmes techniques utilisés dans cette porcherie à faible incidence sont disponibles sur le ***site internet***[14] du projet.

Ce site explique comment la qualité de l'air intérieur est améliorée dans l'ensemble du bâtiment à l'aide de différents processus d'extraction. L'un d'entre eux est un système automatique qui canalise tout l'air qui s'échappe dans des filtres afin de réduire l'ammoniac et d'autres émissions odorantes. Ce processus peut éliminer jusqu'à 95 % de poussière et de composés dangereux de l'air et supprime l'«odeur de porcherie» caractéristique, qui peut parfois causer des problèmes de cohabitation.

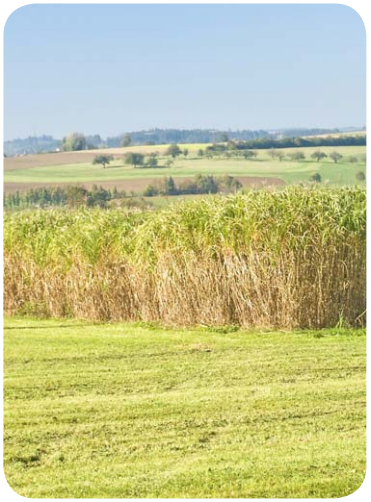
D'autres innovations telles que l'étable respectueuse de l'environnement de M. Berth peuvent aider l'agriculture à apporter des contributions plus positives aux services environnementaux liés à la qualité de l'air, et cet exemple de projet met en lumière la façon dont le cofinancement du FEADER peut être exploité à cette fin.

Le FEADER encourage l'innovation dans le développement rural, et ce soutien peut permettre de renforcer les services environnementaux fournis par les zones rurales.

© Jørgen Berth

14 http://vaerumvestergaard.dk/

Rationalisation de l'action pour le climat: un groupe d'action locale français démontre que les zones rurales peuvent contribuer à réguler les facteurs de changement climatique



© 123rf

Les approches collectives, l'innovation et la coopération transnationale sont trois aspects de la méthode Leader qui peuvent être utilisés par de nombreux bénéficiaires du FEADER afin de produire des services environnementaux dans le cadre de projets de développement rural menés par la communauté.

La méthode Leader, qui fait partie intégrante de l'approche du développement rural de l'Union européenne depuis désormais vingt ans, a permis de fournir différents types de services environnementaux. Plus de 2 000 groupes d'action locale (GAL) Leader sont actifs dans toute l'Europe rurale, et nombre d'entre eux incluent des objectifs environnementaux dans leur stratégie de développement local.

La plupart des GAL fournissent des services environnementaux en recourant à des fonds représentant une part relativement petite de l'ensemble du budget du FEADER. Cependant, à la suite de l'introduction de Leader en tant que composante principale et horizontale de tous les PDR en 2007, les GAL peuvent avoir accès à davantage de fonds au titre de différentes parties de la série d'outils financiers du FEADER. Cette possibilité peut conduire à une amélioration de la fourniture de services environnementaux soutenus par le FEADER et étendre les avantages de Leader à un groupe plus vaste de bénéficiaires agricoles, sylvicoles et environnementaux.

Action pour le climat

Les mesures environnementales axées sur l'aide aux communautés locales pour l'adaptation aux effets du changement climatique et/ou l'atténuation de ces derniers sont un domaine dans lequel les GAL sont actifs dans toute l'Europe rurale. Cela reflète leur capacité ascendante à concevoir et à mettre en œuvre des initiatives locales en matière de climat. Les résultats d'un GAL français qui soutient des services environnementaux dans le secteur agricole mettent en évidence les principaux types d'actions pour le climat pour lesquels Leader peut être utilisé.

Ces exemples de projet du GAL Sud du Pays de Saint-Brieuc, en Bretagne, comprennent une initiative intéressante qui aide les agriculteurs à coordonner les échanges de terres afin de réduire les frais de transport et les conséquences sur la circulation. Un autre exemple de ce GAL illustre comment le transfert de connaissances au moyen du mécanisme d'échange transnational de Leader peut aider les exploitations à se diversifier en fournissant des matières pour produire des biocarburants à des usines d'énergie renouvelable. Un autre projet de cette région bretonne montre comment l'innovation dans l'élevage peut entraîner des économies d'énergie et de coûts et des réductions d'émissions.

Gestion des terres

Si les objectifs du projet d'échange de terres du GAL étaient davantage liés à la maîtrise des coûts et au rendement temporel pour les agriculteurs, ce projet a aussi contribué à réduire l'utilisation locale d'énergie, ce qui apporte des contributions positives aux objectifs en matière d'action pour le climat à l'échelle mondiale. Ce projet a été géré avec l'aide de la chambre d'agriculture des Côtes-d'Armor.

Le cofinancement FEADER du GAL a d'abord été utilisé pour rechercher et répertorier les possibilités d'échange de parcelles de terre entre unités agricoles. Les conclusions ont révélé que la plupart des terres agricoles se situaient dans un rayon de deux kilomètres de l'exploitation agricole, mais qu'une partie significative des terres se trouvaient à 5 km de distance ou plus.

Ce projet a rapidement suscité beaucoup d'intérêt dans la région, et 50 agriculteurs ont participé aux séances d'information organisées par le projet Leader. Ils ont confirmé leur soutien au concept

d'échange des terres et ont aidé l'équipe du projet à répertorier une série de questions techniques qui devaient être résolues, comme celles concernant les quotas de production et les paiements directs.

Comme le projet continue de prospérer, une «bourse d'échange» a été créée et il fournit désormais aussi des services de conseils (ainsi que des outils) pour faciliter des accords volontaires entre les utilisateurs des terres, lesquels génèrent des économies de carburant et d'autres services environnementaux.

Savoir-faire transnational

Les cultures énergétiques peuvent remplacer les combustibles fossiles et contribuer aux objectifs d'atténuation du changement climatique de l'Union européenne. Le GAL Sud du Pays de Saint-Brieuc encourage les agriculteurs à considérer les cultures énergétiques comme une possibilité «écologique» de diversification de leur exploitation. L'un de ces agriculteurs est Jean-François Courcoux de Plaintel. Il a reçu un soutien du GAL pour tester le potentiel de la culture de miscanthus en tant que biocarburant, et ses résultats se sont révélés édifiants.

Au sujet des résultats du projet Leader, M. Courcoux fait remarquer que «le miscanthus est facile à produire et n'exige que des apports limités en comparaison avec d'autres cultures. Cette plante atteint deux mètres après un an et jusqu'à quatre mètres la troisième année. Chaque année, un seul hectare de cette culture énergétique peut absorber 36 tonnes de dioxyde de carbone. Elle peut être utilisée sous forme de copeaux ou de pellets destinés au chauffage et peut aussi être transformée en éthanol».

Leader a apporté une assistance pour aider à développer ces connaissances et le GAL utilise maintenant des fonds transnationaux pour partager son savoir-faire avec des agriculteurs roumains. Ce projet FEADER coopératif est mis en œuvre avec des partenaires du territoire de Tara Oltului et fait partie d'une initiative visant à déterminer les variétés de cultures énergétiques qui conviennent le mieux aux conditions climatiques et agronomiques locales en Roumanie.

> *« Chaque année, un seul hectare de cette culture énergétique peut absorber 36 tonnes de dioxyde de carbone. »*
>
> **Jean-François Courcoux**

Leader est une méthode «horizontale» qui peut être utilisée pour fournir des services environnementaux en utilisant des fonds de différents axes du FEADER.

Efficacité énergétique

Un troisième exemple de projet du GAL met en lumière une autre caractéristique essentielle de Leader susceptible d'élargir l'étendue des services environnementaux liés au FEADER, à savoir, l'innovation. Le soutien de l'innovation rurale est une pierre angulaire de la méthode Leader et Jacques Boishardy, un éleveur de porcs actif sur le territoire du GAL Sud du Pays de Saint-Brieuc, a montré comment ce soutien peut être utilisé pour améliorer l'efficacité énergétique dans les étables.

La conception innovante de M. Boishardy a introduit un système de gestion du fumier qui réduit l'ammoniac et donc les coûts d'assainissement de l'air. Une isolation solide a aussi été mise en place pour améliorer encore l'empreinte environnementale du bâtiment. Ces améliorations ont conduit à des économies d'énergie de 99,6 % pour le chauffage et de 75 % pour la ventilation. Il suffit de dire que le bâtiment ne consomme presque pas d'électricité. Le président du GAL, Marc Le Fur, a fait l'éloge du projet, en soulignant que «l'efficacité énergétique exceptionnelle du bâtiment s'accompagne d'une meilleure santé des animaux et de meilleures conditions pour l'agriculteur dans son travail quotidien».

© Association pour le Développement du Pays de Saint-Brieuc Sud

Qualité de l'eau: des investissements dans la gestion du fumier réduisent le risque de pollution des ressources hydriques lettones

© Tim Hudson

Les campagnes d'Europe peuvent fournir de l'eau douce de qualité en abondance, et c'est là un service environnemental essentiel que le cofinancement du FEADER contribue à soutenir grâce à des investissements, entre autres, dans des projets de modernisation des exploitations.

L'eau est essentielle à la vie et le FEADER aide à préserver la qualité des eaux européennes, dont la plupart proviennent des zones rurales des États membres. Le soutien du FEADER à la qualité de l'eau est disponible au titre de différents budgets PDR, y compris ceux visant la qualité de vie, la gestion de l'environnement et la compétitivité de l'économie rurale.

L'agriculture est un secteur qui peut avoir des conséquences significatives sur la fourniture de services environnementaux liés à la qualité de l'eau, étant donné que nos exploitations agricoles consomment environ un tiers de l'ensemble de l'eau utilisée en Europe.

La Commission européenne est en train d'élaborer un «*plan d'action pour la sauvegarde des ressources en eau de l'Europe*»[15] qui encouragera les agriculteurs à utiliser nos ressources en eau plus judicieusement et plus proprement. Les propositions du plan d'action sont prises en considération dans le processus de réforme de la politique agricole commune (PAC) et le plan d'action renforcera également le rôle d'autres actes législatifs de l'Union européenne, dont la directive sur les nitrates, qui continuera d'avoir une influence majeure sur l'activité agricole européenne.

Opérationnelle depuis 1991, la *directive sur les nitrates*[16] est à la pointe des efforts visant à protéger la qualité de l'eau. Elle fait partie d'une série de réglementations promues par la *directive-cadre sur l'eau*[17] (DCE) et couvre tous les secteurs de l'Union.

Dans cette directive, une attention particulière est accordée à l'encouragement des bonnes pratiques agricoles afin d'empêcher que des nitrates de sources agricoles ne polluent les eaux souterraines et de surface. Des améliorations majeures ont été apportées dans de nombreuses exploitations grâce à la directive sur les nitrates et celle-ci reste un remarquable moteur de changement.

Les États membres continuent de prévoir des mesures incitatives pour faciliter la transition vers des pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement, et les programmes de développement rural sont un outil essentiel à cet égard. En Lettonie, par exemple, le PDR comprend un soutien financier pour les mesures de modernisation des exploitations qui conduisent à une meilleure protection de l'environnement et permettent d'«atteindre les objectifs fixés par la directive sur les nitrates». Les exploitations d'élevage sont une priorité pour ce type de soutien PDR, qui peut contribuer à compenser les coûts de la modernisation des systèmes d'égouts et d'approvisionnement en eau ainsi que des équipements et des machines de traitement des eaux usées.

Modernisation des exploitations

Uldis Kirsis, qui exploite une ferme familiale dans la région de Broceni en Lettonie, a bénéficié d'un tel cofinancement du FEADER. Il a démarré son exploitation en 1994 avec seulement quatre vaches

15 http://ec.europa.eu/environment/water/blueprint/index_en.htm
16 http://ec.europa.eu/environment/water/water-nitrates/index_en.html
17 http://ec.europa.eu/environment/water/water-framework/info/intro_en.htm

et 150 hectares, mais il a maintenant étendu son affaire, qui couvre désormais quelque 1 300 hectares pour 700 bovins, dont un troupeau de 350 vaches laitières.

Une entreprise d'élevage de cette taille crée de grandes quantités de fumier, qui peuvent représenter des menaces pour l'environnement si le fumier n'est pas géré de manière appropriée. La *nitrification*[18] des cours d'eau reste un risque posé par les exploitations laitières ou autres. Cependant, M. Kirsis a tenté de remédier à ce problème avec l'aide d'un cofinancement du FEADER.

Il a reçu des fonds PDR pour l'aider à appliquer un plan de modernisation de son exploitation qui supposait d'installer une nouvelle infrastructure de gestion du fumier. À propos de l'origine de son projet PDR, M. Kirsis explique que «jusqu'en 2008, nous élevions nos bovins dans de vieilles étables de style soviétique, mais il était difficile de faire en sorte que ces unités respectent les normes environnementales modernes. Ces anciennes étables n'étaient pas non plus très rentables, étant donné qu'elles coûtaient cher à exploiter et à entretenir. Par conséquent, les possibilités d'étendre encore les activités de l'exploitation étaient limitées; c'est pourquoi nous avons élaboré un plan de développement pour construire une nouvelle étable, plus grande, qui serait plus efficace et meilleure pour l'environnement.»

«Notre plan de modernisation de l'exploitation prévoyait l'intégration d'un nouveau système de gestion pour collecter et stocker le fumier. C'était essentiel et nous avons conçu le projet conformément aux législations nationales lettones relatives à la protection de l'environnement et à la collecte des eaux usées des étables.»

M. Kirsis a utilisé un cofinancement du FEADER pour financer en partie son investissement dans la nouvelle installation laitière, qui comprenait une machine à traire moderne, davantage d'espace pour plus de bovins, un équipement économe en énergie pour les systèmes de refroidissement de l'eau potable et de meilleures conditions de vie pour les animaux.

Son système spécifique de gestion du fumier nécessitait l'installation de tuyaux pour dégager le fumier et le transporter en toute sécurité des enclos vers un nouveau bassin de stockage de fumier liquide, qui a la capacité de contenir une quantité de fumier équivalente à celle produite par l'exploitation sur une période de sept mois. En outre, le projet PDR a aussi contribué à financer le matériel nécessaire pour transvaser le fumier du bassin dans des camions spécialisés qui répandent le fumier sur les champs en tant qu'engrais naturel.

18 http://www.eionet.europa.eu/gemet/concept?ns=1&cp=5598

Le soutien du FEADER contribue à améliorer la transition des systèmes agraires vers des pratiques plus efficaces dans l'utilisation des ressources et plus respectueuses de l'environnement.

«Notre projet de développement de l'exploitation nous a aidés à améliorer notre capacité à traiter de grandes quantités de fumier et, par conséquent, à réduire les risques de pollution de l'environnement. Il a également fait une grande différence au niveau de nos marges de profit dans la mesure où il a amélioré la rentabilité de la traite et la productivité de nos travailleurs», fait remarquer M. Kirsis, qui ajoute que «nous avons la confirmation du service public alimentaire et vétérinaire que la qualité de l'eau dans les environs de notre exploitation est conforme aux réglementations nationales. Nous sommes contents des résultats de notre projet de modernisation de l'exploitation».

Contributions aux politiques

Les projets PDR tels que l'exemple donné ici par M. Kirsis montrent comment le soutien du FEADER peut être utilisé pour apporter des contributions locales bénéfiques aux priorités des politiques européennes de haut niveau.

Les investissements dans les activités de modernisation des exploitations peuvent donc fournir d'importants services environnementaux qui contribuent à sauvegarder les eaux d'Europe et soutenir les efforts consentis par les États membres pour mettre en œuvre la législation européenne relative à l'eau, comme la directive-cadre sur l'eau et la directive sur les nitrates.

© Andris Parups

Préservation du patrimoine culturel: l'élevage contribue à protéger les paysages forestiers pétrifiés en Grèce

© Assoc Professor Nickolas Zouros

Fournir un cofinancement du FEADER pour améliorer la compétitivité des exploitations agricoles de l'Union européenne ou maintenir la viabilité de l'agriculture dans les zones souffrant de handicaps naturels peut avoir des effets multiplicateurs bénéfiques pour les campagnes, y compris la conservation de paysages précieux.

La conservation des paysages culturels est l'un des services environnementaux fournis grâce au soutien de projets FEADER. Prendre soin de nos paysages, qui représentent des atouts utiles pour différents types d'entreprises rurales, en particulier celles du secteur du tourisme, entraîne des avantages socio-économiques et environnementaux.

La Grèce est un pays où de grands pans de l'économie rurale dépendent des revenus du tourisme pour maintenir la qualité de vie et favoriser le développement. C'est en particulier le cas pour de nombreuses communautés insulaires; certaines îles grecques font d'ailleurs partie des destinations touristiques européennes les plus prisées.

Lesbos, dans la mer Égée, est une de ces îles où le tourisme permet de créer de nombreux emplois et d'exploiter de nombreuses structures locales. Ici, le soutien du FEADER est utilisé de manière à contribuer à la préservation du paysage culturel, et donc pour fournir des services environnementaux qui créent également d'importants avantages économiques.

Valeur paysagère

Lesbos abrite un paysage culturel apprécié du monde entier, à savoir une vieille «forêt pétrifiée». Quelque 70 000 touristes visitent chaque année cette partie très appréciée de l'histoire naturelle et de nombreuses entreprises rurales de la région ont profité des possibilités de développement offertes par cette activité touristique.

La forêt pétrifiée de Lesbos se compose de centaines d'arbres fossilisés. Ces éléments fossilisés ont été recouverts de matières volcaniques et pétrifiés sur place il y a 20 millions d'années. Ce paysage, composé de morceaux de troncs, de branches, de racines, de semences et de feuilles ainsi que d'os d'animaux fossilisés, est protégé en tant que monument historique naturel national. Il est inclus dans le *réseau européen des géoparcs*[19] et fait partie du *réseau mondial des géoparcs de l'Unesco*[20] depuis 2004. Près de 16 600 hectares de ce paysage culturel sont désignés sites *Natura 2000*[21].

Outre le tourisme, l'agriculture est un employeur important pour les habitants de la région et les pratiques agricoles autour du paysage de la forêt pétrifiée contribuent à maintenir la structure et l'apparence globales de son terrain dégagé.

Comme ailleurs en Europe, les pratiques agricoles traditionnelles restent vitales à Lesbos pour conserver cet ancien paysage caractéristique et attrayant de l'île. Préserver l'avenir de l'agriculture à Lesbos contribue dès lors à protéger des caractéristiques paysagères importantes et différentes mesures du FEADER sont utilisées pour maintenir les revenus des exploitations agricoles dans la région de la forêt pétrifiée.

19 http://www.europeangeoparks.org/
20 http://www.unesco.org/new/en/natural-sciences/environment/earth-sciences/geoparks/
21 http://ec.europa.eu/environment/nature/natura2000/index_en.htm

Ces mesures ciblent des améliorations de la compétitivité de l'agriculture locale et proposent aussi des paiements qui encouragent les agriculteurs à ne pas abandonner des terres non rentables. L'abandon des terres peut avoir d'importantes conséquences négatives étant donné que, lorsque les pratiques agricoles cessent, le paysage des alentours est souvent envahi par la végétation et perd son caractère. Les modifications des modèles d'utilisation des terres peuvent aussi entraîner une perte d'habitats et un déclin de la biodiversité.

Handicaps naturels

La plupart des PDR des États membres prévoient un cofinancement du FEADER pour les mesures destinées à prévenir l'abandon des terres dans les régions considérées comme souffrant de «handicaps naturels» (comme les plateaux ou les zones arides, humides ou peu fertiles). Ces mesures reçoivent dans leur ensemble une des plus grandes proportions du budget total du FEADER au niveau de l'Union européenne.

Les terres autour de la forêt pétrifiée de Lesbos peuvent bénéficier de paiements PDR indemnisant les exploitations agricoles pour les coûts supplémentaires liés à la gestion des terres présentant des handicaps naturels dus aux sols arides et de plateaux.

Ilias Karavasilis est producteur ovin à Lesbos et reçoit de tels paiements du PDR grec à titre de compensation. Il a également reçu des fonds du PDR en 2009, pour un projet de développement destiné à moderniser ses installations d'élevage. «Nous aurions du mal à vivre des terres ici sans les fonds que nous recevons en soutien», déclare M. Karavasilis, qui ajoute que «si nous devions arrêter de faire paître nos animaux sur les terres autour du site de la forêt pétrifiée, je pense que le paysage deviendrait très différent».

Le soutien du FEADER peut être utilisé pour fournir des services environnementaux de manière directe et indirecte.

«Nous savons que beaucoup de contrôles sont en place pour protéger l'apparence de ce paysage et, par exemple, nous avons dû obtenir un permis spécial pour construire nos nouvelles étables. Un inspecteur a visité notre exploitation pour vérifier que le projet ne nuirait pas aux caractéristiques archéologiques de la forêt pétrifiée. Les fonds de l'Union européenne ont été utilisés pour nous aider à supporter les frais de construction des installations destinées aux ovins. Nous pouvons maintenant mieux nous occuper de ces bêtes et cela aide notre exploitation à produire des animaux de meilleure qualité. Nous avons également utilisé les subventions pour acheter un nouveau tracteur qui facilite notre travail et le rend plus efficace. Cela signifie que nous pouvons continuer d'utiliser ces terres comme par le passé et que nous contribuons ainsi à conserver le paysage particulier de la région.»

Le cofinancement du PDR grec dans cet exemple montre comment les résultats du projet de M. Karavasilis soutenu par le FEADER ont contribué à protéger l'apparence de paysages importants du point de vue culturel et économique. Le fils de M. Karavasilis prévoit de reprendre l'exploitation familiale lorsque son père prendra sa retraite. On peut donc considérer que la subvention du PDR pour la modernisation de l'exploitation ainsi que les paiements de compensation ont joué un rôle bénéfique pour assurer la fourniture à long terme de services environnementaux liés à la conservation de paysages importants sur le plan culturel.

« Si nous devions arrêter de faire paître nos animaux sur les terres autour du site de la forêt pétrifiée, je pense que le paysage deviendrait très différent. »

Ilias Karavasilis

© Assoc Professor Nickolas Zouros

Résistance aux incendies de forêt: un projet de réservoir en terres boisées protège les forêts slovaques et polonaises

© 123rf

Environ un tiers du territoire européen est recouvert de forêts, et cette ressource rurale importante nous apporte de nombreux avantages multifonctionnels. Les incendies représentent un risque de plus en plus grand pour les forêts européennes; par conséquent, un soutien du FEADER peut être alloué aux zones boisées pour les protéger des risques d'incendie de forêt.

Les incendies font partie du cycle écologique naturel de nombreuses forêts et certaines espèces forestières ont en effet évolué de manière à pouvoir profiter des habitats qui succèdent aux incendies. D'autres espèces ont développé des mécanismes de protection spéciaux pour faire face aux incendies naturels. Cependant, à l'heure actuelle, le nombre d'incendies de forêt d'origine naturelle est relativement faible; la plupart des incendies sont aujourd'hui causés par l'activité humaine. La fréquence globale des incendies a augmenté à tel point qu'ils représentent désormais une menace considérable pour les services environnementaux multifonctionnels fournis par les forêts de l'Union européenne.

Les incendies de forêt peuvent avoir des conséquences négatives majeures sur la productivité des terres boisées sur le plan du bois, de l'énergie, de l'alimentation, des loisirs, de la biodiversité et du charme des paysages. Les incendies dégagent aussi des émissions de particules et des gaz (y compris du dioxyde de carbone) dans l'atmosphère. Ils entraînent la perte de substances nutritives minérales et détruisent les couches organiques du sol. De plus, les incendies altèrent les taux d'infiltration de l'eau dans le sol, rendant les zones brûlées plus sujettes à l'érosion, à la perte de sols et aux glissements de terrain.

Ces dégâts sont plus répandus de nos jours et les incendies brûlent (en moyenne) quelque 500 000 hectares de forêts en Europe chaque année, ce qui représente près de deux fois la superficie du Luxembourg. L'Agence européenne pour l'environnement classe les incendies parmi les principales causes de dégâts aux forêts européennes. La résistance aux incendies de forêt est donc un service environnemental important qui peut être fourni par les zones rurales, et un soutien PDR spécialisé est disponible à cette fin grâce à une mesure du FEADER axée sur une «aide à la reconstitution du potentiel forestier et à l'adoption de mesures de prévention».

Expériences slovaques

En Slovaquie, cette mesure du FEADER a été utilisée pour soutenir différents types de projets connexes, dont un nouveau réservoir en terres boisées. Aladár Trnovský, qui était responsable du projet, explique l'expérience acquise par l'Agence publique des forêts slovaque dans le cadre de la création du réservoir, qui a été planifié soigneusement de manière à fournir des services environnementaux dans des zones considérées comme présentant un risque élevé d'incendies de forêt.

«Nous avons recensé les zones forestières de notre pays qui sont les plus menacées par des risques d'incendie, et ce site de la région de Žilina a été classé comme zone à haut risque. Cette forêt de sapins est sujette aux incendies, mais la source d'eau la plus proche pouvant être utilisée pour éteindre des incendies se trouve à plus de 30 km. Il y avait un vieux réservoir dans la forêt, mais il n'était pas en état pour permettre de lutter contre les incendies. Il avait été construit il y a longtemps pour alimenter les voies d'eau servant à transporter le bois à travers la forêt, mais il avait été abandonné et était plein de vase. Notre projet consistait à restaurer ce réservoir en améliorant sa capacité de retenue d'eau ainsi que notre capacité de contrôler ses niveaux d'eau au moyen d'un système de gestion modernisé.»

Les travaux se sont achevés à l'automne 2010 et, depuis lors, le réservoir fournit une source suffisante d'eau au sein de la forêt pour lutter contre les incendies de forêt. Même durant la saison chaude

et sèche que connaît la région, la forêt recèle suffisamment d'eau pouvant être utilisée par les pompiers en cas de besoin.

Heureusement, aucun incendie ne s'est déclaré dans la région depuis que le projet FEADER est opérationnel, mais, si nécessaire, l'autorité publique responsable des forêts dispose désormais d'une source de lutte contre les incendies de forêt qui peut être utilisée tant par les hélicoptères que par les équipes de pompiers au sol.

Autres avantages

Plus de 1 700 hectares de forêt, couvrant un rayon de 15 km, sont mieux protégés grâce au soutien du FEADER. M. Trnovský fait remarquer que «comme le réservoir est assez proche de la Pologne, on suppose que cette source d'eau pourrait aussi être utilisée comme outil de lutte contre les incendies en Pologne. Nous avons constaté que ce projet a d'autres avantages encore. Nous avons consulté de nombreuses personnes durant sa conception et cela nous a aidés à élaborer un projet pouvant avoir différentes utilités, dont la protection contre les crues, la biodiversité, le tourisme et les loisirs».

«Nos collègues de l'autorité régionale de protection de l'environnement ont participé aux aspects écologiques du projet. Ils ont contribué à faire en sorte qu'il soit approprié pour la faune sauvage et, par conséquent, le réservoir est aussi devenu un environnement humide bénéfique pour les espèces forestières. Il contient désormais des poissons tels que des truites et est utilisé par toute une série d'animaux, dont des amphibiens et des loutres.»

La protection des ressources forestières de l'Union européenne contre les risques d'incendie est très pertinente sur le plan économique, environnemental et social.

«En outre, nous avons découvert que le réservoir peut aussi servir de protection contre les hauts niveaux d'eau et les crues durant les épisodes de fortes pluies. Il peut accumuler une grande quantité d'eau et l'empêcher de s'écouler en aval, où elle pourrait occasionner des dégâts à la forêt en érodant le sol ou toucher les champs des exploitations et les villages.»

«Le projet a également créé d'autres avantages sociaux, parce que son paysage attrayant et son emplacement dans les zones boisées en font un endroit populaire pour les gens de la région et les touristes. En été, la température de l'eau peut être suffisamment élevée pour nager et nous avons élaboré un tableau d'information à propos du projet pour les gens qui profitent des infrastructures de loisirs du réservoir.»

L'utilisation du soutien du FEADER par la Slovaquie pour tirer des avantages multifonctionnels d'un projet conçu pour prendre des mesures de protection de la forêt donne un exemple intéressant pour d'autres régions de l'Europe rurale qui ont besoin de services environnementaux semblables concernant la résistance aux incendies de forêt.

© Aladár Trnovský

Avantages collectifs pour la biodiversité: des associations d'agriculteurs néerlandaises mettent en lumière des enseignements utiles pour les futures approches PDR

© Paul Terwan

Le groupe de réflexion sur la mise en œuvre des services environnementaux du REDR a attiré l'attention sur les résultats bénéfiques pour les agriculteurs, les autorités responsables des PDR et la nature des approches collectives de l'application de mesures PDR ciblant les services environnementaux[22].

Les réglementations qui régissent l'actuel système de soutien du FEADER encouragent les approches collectives du développement rural au moyen d'organisations telles que des groupes de producteurs agricoles et des associations communautaires locales. Des possibilités d'étendre ces approches collectives pour qu'elles couvrent des mesures de conservation de la nature et de gestion des campagnes financées par les PDR ont été mises en évidence dans toute l'Union européenne.

Les résultats d'un programme pilote mené aux Pays-Bas – testant différents types d'approches collectives du soutien agroenvironnemental – offrent un modèle particulièrement intéressant pour les autres États membres. Aucune des mesures pilotes néerlandaises ne recourt à un soutien du FEADER, mais tous les résultats pourraient être reproduits ailleurs, maintenant que les propositions de règlement sur le FEADER 2014-2020 incluent la possibilité pour les groupes d'agriculteurs de demander un soutien agroenvironnemental.

Associations d'agriculteurs[23]

Les associations agraires de protection de la nature sont actives aux Pays-Bas depuis 15 ans, et l'expérience qu'elles ont acquise pendant ce temps montre que les mesures agroenvironnementales prises par des associations d'agriculteurs peuvent se révéler plus efficaces que les mesures appliquées par des agriculteurs travaillant de manière isolée. Les accords collectifs ont favorisé la coopération et la coordination entre les agriculteurs locaux, ce qui leur permet de fournir des services environnementaux de manière entrepreneuriale.

Une clé de ce succès est l'association des agriculteurs à la planification d'une approche territoriale intégrée de la fourniture de services environnementaux. Les expériences néerlandaises ont confirmé que les agriculteurs sont davantage disposés à prendre des engagements agroenvironnementaux si les exigences du programme tiennent compte de leurs propres besoins de gestion au niveau local.

Cette approche ascendante consistant à encourager les mesures collectives a divers avantages. Par exemple, elle a des avantages écologiques, étant donné que de nombreuses mesures agroenvironnementales (comme le soutien à la plantation de haies, aux voies d'eau et aux bordures de champ) ont plus d'effets lorsqu'elles sont coordonnées de manière à couvrir largement les «*infrastructures vertes*»[24].

Des approches plus rentables de la fourniture des services environnementaux permettent d'obtenir des avantages économiques. En outre, des avantages sociaux résultent de la mise en réseau et de la coopération entre les agriculteurs, qui créent un sentiment

22 Le compte rendu d'une réunion du REDR sur ce sujet peut être consulté à l'adresse suivante: http://enrd.ec.europa.eu/app_templates/filedownload.cfm?id=E8BA2A1D-B1C7-A3C1-EF8A-CD1A3E380532.

23 Le texte ci-dessous est extrait d'une brochure néerlandaise sur une étude de cas examinant leur initiative de «projets pilotes dans le cadre de la PAC». Une version anglaise de cette intéressante brochure peut être consultée à l'adresse suivante: http://www.toekomstglb.nl/upload/files/newslettercollectives.pdf.

24 http://ec.europa.eu/environment/nature/ecosystems/index_en.htm

de responsabilité locale pour la conservation de la nature et de confiance en la capacité de l'association d'obtenir des résultats. Par ailleurs, l'approche collective a été un moteur de nouvelles idées pour les projets de développement rural.

Mesures en faveur des habitats

Henk Smith est un exploitant de terres arables membre de l'association agraire de protection de la nature d'Oost-Groningen (ANOG). Il pense que les habitats environnementaux et les paysages peuvent être gérés de manière plus efficace grâce à des approches collectives; c'est pourquoi il participe à l'un des essais menés dans le cadre de la PAC. «Pour le moment, il n'y a que deux sous-mesures agroenvironnementales prévues dans le programme de gestion des habitats et des paysages (SNL) [du PDR], alors que nous sommes convaincus que d'autres services, parfois même moins chers, pourraient être fournis et sont absolument nécessaires pour une bonne gestion des environnements agricoles».

«Par exemple, nous voulons tenter l'expérience de laisser l'éteule debout pendant l'hiver. Nous pensons que cela augmenterait fortement le volume de nourriture à la disposition des oiseaux présents sur les terres agricoles pendant l'hiver. Nous avons des données probantes qui montrent que cette mesure a des effets positifs et qu'elle reviendrait moins cher que les mesures existantes du SNL prévoyant l'approvisionnement en nourriture le long des bordures des champs pendant l'hiver. C'est une mesure qui pourrait facilement être appliquée sur certains types de terrain, en particulier les sols sablonneux.»

L'ANOG veut aussi tenter d'inciter les agriculteurs à cultiver différentes cultures qui sont plus favorables pour les oiseaux, comme le carvi, la luzerne ou le sarrasin. Les semences de carvi attirent des oiseaux rares, comme des cailles, des râles des genêts et des traquets tariers. La luzerne est une plante importante pour la nidification des rapaces, comme le busard cendré, et abrite toute une série d'oiseaux des terres agricoles. Lorsque le sarrasin fleurit, il attire les abeilles et les mouches, qui sont source de nourriture pour de nombreuses espèces d'oiseaux.

Durant le projet pilote de l'ANOG, les agriculteurs ont été invités à souscrire à un ou plusieurs ensembles de mesures, mais tout le monde n'a pas pu souscrire à chaque paquet. L'objectif de l'ANOG était de créer un paquet de mesures équilibré et sur mesure, susceptible d'engendrer le plus grand avantage écologique possible, tout en suscitant suffisamment d'enthousiasme parmi les agriculteurs pour qu'ils y participent.

Les approches collectives de la fourniture des services environnementaux rendues possibles grâce à des mesures FEADER peuvent entraîner des économies liées à un gain d'efficacité au niveau de l'administration pour les autorités responsables du FEADER.

Contrôle de la qualité

Dans les régions où le projet pilote est en cours, l'ANOG a invité des participants potentiels par l'intermédiaire d'une lettre d'information, de son site internet et, parfois, de rencontres en face à face. La participation était aussi ouverte aux agriculteurs non membres de l'ANOG et, compte tenu du budget limité, l'association a dû instaurer un processus de contrôle de la qualité pour l'aider à décider qui devait être inclus dans le projet. M. Smith rappelle que «nous avons dû rejeter beaucoup de demandes parce que nous n'avions pas l'impression que les mesures produiraient des résultats adéquats à un endroit donné ou parce qu'il n'y avait plus d'argent. Parallèlement, dans certains endroits, nous avons dû encourager les agriculteurs à participer, car c'était la seule manière pour nous de garantir des infrastructures vertes adéquates.»

«Ensemble, nous arriverons progressivement à la situation idéale. Pour notre association, cela signifie que nous devrons devenir plus professionnels. La relation commerciale entre le gouvernement et les agriculteurs évolue, mais, quelle que soit la direction qu'elle prenne, la confiance reste la clé.»

«Nos membres, mais aussi les non-membres, doivent être certains que notre association prendra des décisions justes et correctes à propos des mesures qui conviennent pour tel ou tel endroit. Les autorités doivent avoir confiance dans le fait que nous utiliserons les fonds de la PAC effectivement et efficacement. Et l'association doit avoir la certitude que ses membres se consacreront corps et âme à la préservation du paysage.»

© Geert van Duinhoven

Solutions sur mesure: en Autriche et en Allemagne, la liaison du soutien sous la forme de services consultatifs à l'application de programmes agroenvironnementaux profite aux parties prenantes du FEADER

© Tim Hudson

Les paiements agroenvironnementaux représentent une part substantielle des cofinancements du FEADER. Il existe des possibilités de soutenir les services environnementaux résultant de ces financements publics en fournissant des conseils au niveau local pour aider les agriculteurs à atteindre les objectifs de l'Union européenne en matière de conservation de la nature.

Les membres du groupe de réflexion sur la mise en œuvre des services environnementaux du REDR ont examiné les avantages, pour les agriculteurs et pour l'environnement, de la fourniture de paquets «sur mesure» de soutien du FEADER. Cela suppose de lier les paiements agroenvironnementaux à un *soutien sous la forme de conseils*[25] ciblés afin d'aider les agriculteurs à concevoir et mettre en œuvre des plans de conservation de la nature ou du paysage spécifiques à un site.

Un processus de développement est créé grâce à la coopération entre l'agriculteur et son conseiller. Des synergies peuvent découler de la combinaison de compétences et d'expériences que chaque partenaire apporte au processus. Les agriculteurs mettent à disposition les terres nécessaires pour le projet de conservation et ils ont des motivations, des besoins, des intérêts, des idées et des connaissances spécifiques. Les compétences de l'agriculteur viennent s'ajouter à celles du service consultatif, qui fournit une expertise en matière de conservation et des outils tels que des guides de mise en œuvre, propose des mesures et des méthodes de mesure et d'évaluation des résultats, et comprend les questions agricoles et l'environnement opérationnel des agriculteurs.

Cette façon de procéder produit des résultats positifs pour toutes les parties prenantes, allant de services environnementaux de meilleure qualité, à une utilisation plus efficace des ressources du FEADER, en passant par le renforcement des capacités pour les agriculteurs comme pour les conseillers. Jan Freese, membre du réseau rural national allemand et du groupe de réflexion sur la mise en œuvre des services environnementaux du REDR, décrit plus en détail l'ensemble des avantages susceptibles de résulter de la coordination des conseils avec le soutien agroenvironnemental, au moyen du PDR. «Les conseils sont très importants pour les agriculteurs qui n'ont jamais eu recours à un programme agroenvironnemental auparavant, et même les agriculteurs disposant d'une expérience en la matière peuvent acquérir de nouvelles et utiles connaissances en travaillant avec les services consultatifs. Cette collaboration peut les aider à optimiser leurs revenus et à réduire les risques en trouvant de nouvelles possibilités d'adapter leurs opérations à l'évolution des circonstances».

«L'offre de conseils complémentaires permet aussi de renforcer la caractéristique volontaire de la participation des agriculteurs aux mesures agroenvironnementales. Les services consultatifs représentent une partie établie et acceptée du secteur agricole et jouissent donc d'une crédibilité auprès des agriculteurs, qui peuvent encourager le recours à des conseils en matière d'environnement.»

«Grâce à ce mécanisme, les organes responsables de la conservation de la nature peuvent créer davantage de contacts et développer des relations productives avec les agriculteurs, et un aspect très important du processus consiste à veiller à ce que le type de travail de conservation de l'environnement effectué soit approprié pour la zone ciblée. Les agriculteurs qui collaborent ainsi avec des experts produisent des solutions de protection de la nature sur mesure qui ont plus de chances de réussite que les approches moins ciblées.»

25 http://ec.europa.eu/agriculture/direct-support/cross-compliance/farm-advisory-system/index_fr.htm

Soutien des services consultatifs

Différents pays appliquent déjà cette approche conjointe et coordonnée de la mise en œuvre du PDR. M. Freese présente un exemple allemand de Basse-Saxe, dans le cadre duquel des services de conseils sont payés sous la forme de bons. Les agriculteurs reçoivent des bons qu'ils peuvent utiliser pour recourir aux services consultatifs de leur choix. Les agriculteurs choisissent les conseillers sur la base des besoins de leur exploitation et des compétences de ceux-ci. Une fois le travail achevé, les conseillers réclament la valeur du bon auprès des autorités publiques qui gèrent le programme. Ce type d'approche n'interfère pas avec le marché commercial des services consultatifs et représente une méthode efficace permettant d'assurer que les paiements agroenvironnementaux produisent les services environnementaux escomptés.

On trouve un autre exemple intéressant de cette approche coordonnée en Autriche. Ici, les agriculteurs qui recourent à la mesure agroenvironnementale PDR peuvent recevoir des conseils dans le cadre d'un programme d'orientation (aussi financé par le PDR) pour les aider à préparer et à mettre en œuvre des plans individuels de conservation de la nature[26] pour leurs terres. Les agriculteurs qui ont recours aux conseils pour mettre en œuvre les plans de conservation de la nature reçoivent un bonus au titre du programme agroenvironnemental.

Wolfgang Suske participe au plan de conservation de la nature et il décrit comment «quelque 80 experts de toute l'Autriche fournissent des services de conseils dans le cadre du plan de conservation de la nature. Ce processus suppose qu'un conseiller se rende dans une exploitation pour dresser un inventaire de sa valeur naturelle en consultation avec l'agriculteur. Grâce à cette collaboration, le conseiller aide à améliorer les connaissances de l'agriculteur à propos de la biodiversité qui dépend des habitats de son exploitation et peut proposer des mesures de conservation de la nature correspondant à la situation spécifique de chaque exploitation.»

«Nous trouvons que cette approche sur mesure permet de trouver de meilleures solutions pour les agriculteurs et la faune sauvage. Les agriculteurs reçoivent les outils dont ils ont besoin pour les aider à mettre en œuvre et évaluer comme il se doit leurs mesures de conservation de la nature. Il s'agit d'outils simples mais efficaces, comme des «cartes d'identification des espèces», qui aident les agriculteurs à reconnaître la biodiversité importante.»

On peut voir un exemple de ces pratiques avec Josef Mann, un agriculteur de Goggendorf, qui utilise un plan de conservation de la nature pour protéger le plus grand oiseau terrestre d'Europe, la grande outarde. «Chaque année, des dizaines de grandes outardes se reproduisent dans nos champs, mais nous faisons partie des deux seules régions d'Autriche où elles se reproduisent encore régulièrement. Nous avons demandé des conseils à l'autorité responsable de la conservation de la nature pour nous assurer que nos activités agricoles sont alignées de manière à compléter le cycle de reproduction annuel de l'outarde.»

La fourniture de services environnementaux en vertu de mesures du FEADER peut être renforcée en combinant les paiements alloués à des mesures à des conseils sur la meilleure façon d'agir.

«Pendant la saison de reproduction, il est important de ne pas perturber les nids et, grâce à notre plan de conservation de la nature, nous avons conçu notre système de culture de manière à ce qu'il y ait toujours suffisamment de terres cultivées pour assurer la disponibilité de nourriture pour la grande outarde. Presque tous les agriculteurs de la région participent au plan de conservation de la nature et la population de grandes outardes dans notre région s'est déjà améliorée. Pour nous tous, voir les résultats de notre travail est une belle motivation.»

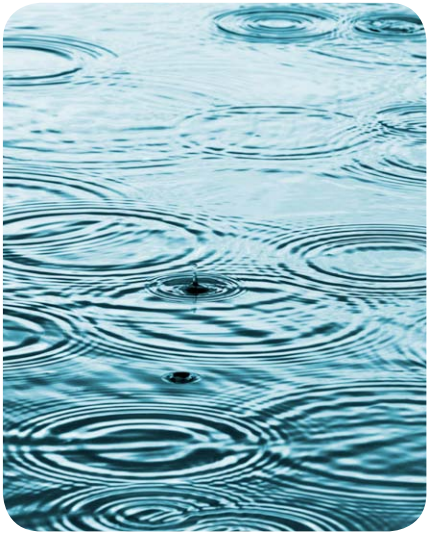
© Ingo Mohl, Umweltbüro Klagenfurt

« Les agriculteurs reçoivent les outils dont ils ont besoin pour les aider à mettre en œuvre et évaluer comme il se doit leurs mesures de conservation de la nature. »

Wolfgang Suske

26 Pour en savoir plus sur les plans de conservation de la nature autrichiens, voir http://www.netzwerk-naturschutz-le.at/.

Utilisation judicieuse de l'eau: un programme irlandais de collecte des eaux de pluie permet aux agriculteurs d'économiser de l'argent et de soutenir les services environnementaux



© 123rf

Les politiques qui encouragent la révision de la tarification de l'eau dans certains États membres peuvent avoir des conséquences sur la compétitivité des exploitations agricoles. D'autres solutions existent pour aider l'agriculture à rester compétitive et un soutien du FEADER peut être demandé pour faciliter ces tâches.

Nous avons tous un rôle à jouer en utilisant nos ressources hydriques de manière plus judicieuse, et ce en changeant notre mode de vie de manière à utiliser l'eau de manière plus efficace. Le secteur agricole étant l'un des plus grands consommateurs d'eau d'Europe, une *action agricole*[27] appropriée peut véritablement permettre de fournir des services environnementaux liés à l'eau efficaces.

Moderniser l'agriculture pour l'aider à atténuer la pénurie d'eau et à s'y adapter est un service fourni par les PDR des États membres. Recycler les eaux usées traitées ou *récolter l'eau de pluie*[28], par exemple, sont des outils utiles que les exploitations agricoles peuvent adopter pour réduire la pression de consommation sur les ressources d'eau douce.

Le cofinancement du FEADER peut aussi être utilisé pour élaborer des projets qui apportent ce type de services environnementaux. Un PDR irlandais illustre comment on peut encourager les agriculteurs à récolter les eaux de pluie pour les réutiliser.

Économies grâce à l'eau de pluie

L'Irlande est située en bordure du Gulf Stream de l'océan Atlantique, qui donne au pays une source abondante et renouvelable d'eau de pluie. La véritable valeur de cette ressource gratuite est désormais reconnue par les parties prenantes au PDR irlandais et, en 2011, le premier «programme de collecte des eaux de pluie» du pays pour les agriculteurs a été lancé avec un cofinancement du FEADER.

Introduit dans le cadre d'un programme de développement des exploitations agricoles plus vaste, le programme de collecte des eaux de pluie irlandais était doté d'un budget initial de 8 millions d'euros. Son but: tenter de résoudre des problèmes en matière de développement rural relatifs à des domaines tels que la restructuration des exploitations laitières, les énergies renouvelables, la gestion de l'eau et la compétitivité des exploitations.

Au sujet de cette initiative PDR, le ministre irlandais de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation de l'époque, Brendan Smith, a souligné que «ce programme réduira les coûts liés à l'eau pour les exploitations».

27 http://www.eea.europa.eu/articles/water-for-agriculture

28 Pour des conseils détaillés et des études de cas sur ce sujet, voir le guide britannique Rainwater Harvesting: an on-farm guide: http://publications.environment-agency.gov.uk/PDF/GEMI1109BRGU-E-E.pdf.

Ses commentaires deviennent de plus en plus pertinents pour les agriculteurs d'Irlande (et des autres États membres), étant donné que les perspectives de pénurie d'eau en Europe incitent les autorités nationales à réviser les systèmes de tarification de l'eau, de manière à mieux refléter les niveaux d'utilisation réels. De nouvelles formes de comptage et de tarification de l'eau sont prévues pour aider les consommateurs à mieux réfléchir aux quantités d'eau qu'ils utilisent et à envisager d'autres options.

Les systèmes de collecte des eaux de pluie tels que ceux cofinancés par le PDR irlandais offrent des solutions alternatives aux exploitations agricoles. Ces dernières sont le lieu idéal pour collecter les eaux de pluie, étant donné que des bâtiments tels que les étables ont souvent de grands toits. Les quantités substantielles d'eau de pluie qui s'en écoulent peuvent être récoltées, relativement facilement, grâce à l'installation de gouttières basiques sur ces toits. Une fois capturées, les eaux de pluie sont ensuite normalement filtrées avant d'être stockées dans un réservoir muni d'un système de pompage pour faciliter le transport de l'eau dans toute l'exploitation pour différentes utilisations d'eau non potable.

Les exploitations laitières sont un groupe de bénéficiaires prioritaire du programme irlandais, qui offre une aide pour compenser les coûts liés à l'achat et à l'installation d'un système de collecte, de stockage et de pompage.

Le soutien du FEADER est conçu pour aider l'agriculture de l'Union européenne à être plus économe dans sa consommation d'eau.

Les producteurs laitiers découvrent qu'ils peuvent utiliser l'eau de pluie pour réduire les coûts de l'eau qu'ils consommeraient normalement dans le cadre de leurs activités quotidiennes, comme pour le refroidissement de l'équipement, le nettoyage de la salle de traite, les nettoyeurs à pulvérisation et à pression, ou même pour laver les véhicules agricoles. Les fournisseurs irlandais de ces matériels de collecte d'eau de pluie estiment que plus de 40 % de la consommation moyenne d'eau d'une exploitation peuvent être remplacés par de l'eau de pluie.

De plus en plus d'agriculteurs demandent à participer au programme. Cette croissance a été favorisée par une révision des conditions de participation au programme afin de tenir compte des modifications de la législation irlandaise en matière d'aménagement, qui prévoit désormais une dérogation au permis d'aménagement pour certains réservoirs de stockage des eaux de pluie dans les exploitations agricoles.

© 123rf

« Ce programme [de développement rural] réduira les coûts liés à l'eau pour les exploitations. »

Brendan Smith, ministre irlandais de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation (2011)

K3-AK-12-003-FR-C

Le Réseau européen pour le développement rural en ligne

http://enrd.ec.europa.eu/

Nous aimerions connaître votre opinion sur cette publication du REDR.
Veuillez cliquer *ici** pour compléter un bref formulaire en ligne.

** https://www.surveymonkey.com/s/DSXCLDM*

Office des publications

ISSN 1977-0405